

ML.

Boord van de Raad van State
6-5037-1962
Transmissie a. M.
Overgenomen van a. M.

Coördinatie (2)

L. 7904/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 12 avril 1962, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif au permis de conduire des conducteurs de véhicules automoteurs", a donné le 20 juin 1962 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 12e april 1962 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende het rijbewijs van de bestuurders van motorrijtuigen", heeft de 20e juni 1962 het volgend advies gegeven :

Le projet actuel, à la différence de la loi du 1er juillet 1956, ne donne pas la définition des "véhicules automoteurs"; il semble toutefois indiqué de reprendre la même définition.

D'autre part, sont compris parmi les véhicules automoteurs, des véhicules tels que les véhicules militaires et agricoles. A cet égard, il résulte des explications du fonctionnaire délégué qu'il serait nécessaire de permettre au Roi de dispenser les conducteurs de ces véhicules, ou de certains de ces véhicules, de l'obligation du permis de conduire.

Si telle est l'intention du Gouvernement, l'alinéa 2 du § 1er devrait être rédigé comme suit :

"Le Roi peut, aux conditions qu'il détermine, dispenser de cette obligation, les conducteurs de certains véhicules automoteurs".

+ +

A l'article 1er bis, § 4, il faut entendre, selon les explications du fonctionnaire délégué, par "conducteurs" non les personnes qui conduisent actuellement un véhicule, mais toutes personnes âgées de plus de 21 ans.

.../...

Pour éviter toute équivoque, le texte devrait être rédigé comme suit :

"Sont, à titre transitoire, dispensées des examens prévus au § 1er, 3°, et au § 2 les personnes âgées de plus de 21 ans à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, qui introduisent leur demande dans les délais et dans les formes prévus par le Roi ou par le Ministre ayant la circulation routière dans ses attributions, délégué à cette fin.

Ne peuvent bénéficier de cette dispense, les conducteurs qui ont été déchus ... (la suite comme au projet) ...".

A l'article 2-14 nouveau, inséré par l'article 2 du projet, le § 5 est incomplet en ce qui concerne les déchéances pour incapacité physique.

L'article 2-8 de la loi du 1er août 1899 prévoit, en effet, en cas d'incapacité physique, une déchéance temporaire et une déchéance définitive. En vertu du § 3 de cet article, celui qui a été déchus du droit de conduire pour cause d'incapacité physique peut, après deux ans, demander à être relevé de la déchéance si son incapacité a pris fin.

Tel qu'il est rédigé, le projet ne dispense de l'examen que les personnes qui ont demandé à être relevées de la déchéance conformément au § 3, c'est-à-dire celles qui ont été déchues définitivement ou pour une période supérieure à deux ans; il ne dispense pas de cet examen les personnes qui ont été déchues pour une période inférieure à deux ans.

.../...

Si l'intention du Gouvernement est de dispenser de l'examen, lorsque la déchéance prend fin, toute personne qui a été déchue pour incapacité physique l'alinéa 1er devrait être modifié en conséquence.

Au même article, § 6, les mots "retenu au greffe ou présenté par l'intéressé" alourdissent inutilement le texte. Ils pourraient être omis.

Les mots "~~passée~~ en force de chose jugée" sont inutiles puisque la juridiction qui statue sur la demande d'être relevé de la déchéance prononcée pour cause d'incapacité physique, statue sans appel (article 2⁸, § 3). Ils doivent être omis.

+

+

+

La déchéance du droit de conduire est prévue par d'autres lois que la loi du 1er août 1899 :

L'article 10, alinéas 2 et 3, de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse, modifié par la loi du 15 avril 1958, dispose :

"Il (le juge) peut en outre, en cas d'infraction à l'article 3, prononcer la déchéance du droit de conduire un véhicule, un aéronef ou une monture soit à titre définitif, soit pour une durée de huit jours au moins et de deux ans au plus.

.../...

Les articles 2-7, § 4 et 2-9 à 2-16 de la loi du 1er août 1899 sont applicables à la déchéance du droit de conduire prévue ci-dessus".

L'article 18, § 3, de la loi du 1er juillet 1956 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, dispose :

"Dans le cas prévu au § 1er du présent article, les tribunaux peuvent en outre prononcer la déchéance à temps ou à perpétuité du droit de conduire un véhicule automoteur.

Quiconque, en dépit de la déchéance prononcée contre lui, conduit un véhicule automoteur est puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 500 francs à 2.000 francs ou d'une de ces peines seulement; en outre, la durée de la déchéance encourue sera doublée. Le juge peut, dans ce cas, prononcer la confiscation temporaire ou définitive du véhicule s'il est la propriété de l'auteur de l'infraction ou de celui qui, sciemment, l'a confié à une personne déchue du droit de le conduire".

Selon les explications du fonctionnaire délégué, l'intention du Gouvernement, dans les dispositions du projet relatives à la déchéance du droit de conduire, est d'unifier le régime des déchéances. Il paraît, dans ce cas, souhaitable de modifier les dispositions précitées en y insérant une disposition faisant référence aux dispositions de la loi nouvelle.

.../...

Il suffirait de remplacer l'alinéa 3 de l'article 10 de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 et l'alinéa 2 du paragraphe 3 de l'article 18 de la loi du 1er juillet 1956 par une disposition ainsi libellée :

"Les dispositions relatives à la déchéance du droit de conduire contenues dans la législation sur la police de la circulation routière sont applicables à la déchéance du droit de conduire prévue ci-dessus".

En conséquence, l'intitulé du projet devrait être complété comme suit :

"Projet de loi relatif au permis de conduire des conducteurs de véhicules automoteurs, modifiant la loi du 1er août 1899 portant revision de la législation et des règlements sur la police du roulage, l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse et la loi du 1er juillet 1956 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs".

Le projet n'appelle en outre que des observations de forme qui ne nécessitent pas de commentaires et qui ressortent du texte proposé ci-après.

.../...

PROJET DE LOI RELATIF AU PERMIS DE CONDUIRE DES CONDUCTEURS DE VEHICULES AUTOMOTEURS, MODIFIANT LA LOI DU 1er AOUT 1899 PORTANT REVISION DE LA LEGISLATION ET DES REGLEMENTS SUR LA POLICE DU ROULAGE, L'ARRETE-LOI DU 14 NOVEMBRE 1939 RELATIF A LA REPRESSION DE L'IVRESSE ET LA LOI DU 1er JUILLET 1956 RELATIVE A L'ASSURANCE OBLIGATOIRE DE LA RESPONSABILITE CIVILE EN MATIERE DE VEHICULES AUTOMOTEURS.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présent et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre des Communications,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre des Communications sont chargés de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er.-

Un article 1er/bis, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 1er août 1899 portant revision de la législation et des règlements sur la police du roulage, modifiée par les lois des 16 décembre 1935, 20 décembre 1957 et 15 avril 1958:

.../...

"Article 1er/bis. § 1er. Nul ne peut conduire, sur une voie publique, un véhicule automoteur s'il n'est titulaire et porteur : d'un permis de conduire ou d'une licence d'apprentissage délivrés en Belgique conformément à la présente loi, ou d'un permis de conduire étranger, soit national soit international, délivré dans les conditions fixées par les dispositions applicables en matière de circulation routière internationale.

Le permis de conduire ou la licence d'apprentissage doivent être valables pour la catégorie à laquelle appartient le véhicule.

Le Roi peut, aux conditions qu'il détermine, dispenser de cette obligation les conducteurs de certains véhicules automoteurs.

§ 2. Le conducteur est tenu de présenter le permis de conduire ou la licence d'apprentissage à toute réquisition d'un agent qualifié par le règlement général sur la police de la circulation routière pour la constatation des infractions audit règlement".

.../...

Article 2.-

Un article 1er/ter, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 1er/ter.- Le permis de conduire belge est délivré aux conditions suivantes :

§ 1er.

- 1° que le requérant possède les connaissances et l'habileté nécessaires à la conduite des véhicules de chaque catégorie pour laquelle le permis de conduire est demandé, et qu'il ne soit pas frappé de la déchéance du droit de conduire ces véhicules; la justification de la réalisation de cette condition est apportée par une déclaration du requérant;
- 2° que le requérant soit exempt des défauts physiques et affections déterminés par le Roi; la justification de la réalisation de cette condition est apportée par une déclaration du requérant.

Toutefois, dans les cas prévus par le Roi, cette déclaration est remplacée par un certificat attestant la réussite d'un examen organisé par lui.

S'il s'agit d'un conducteur soumis aux dispositions réglementaires édictées par le Roi en matière de surveillance et de sélection médicales en exécution de l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 portant revision et coordination de la législation relative au transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles, le requérant doit produire le certificat de sélection médicale requis par ces dispositions;

.../...

3° que le requérant ait réussi un examen écrit organisé par le Roi, portant sur la connaissance du code de la route.

Est exempté de cet examen, le requérant qui produit un certificat délivré par une école de conduite agréée dans les conditions déterminées par le Roi ou par une autorité publique désignée par lui, et attestant que l'intéressé a réussi un examen portant sur cette matière.

§ 2. Le requérant doit, en outre, réussir un examen pratique organisé par le Roi, si le permis de conduire est demandé en vue de la conduite :

1° de véhicules affectés aux services visés à l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 précité, y compris les transports définis à l'article 2, alinéa 2, 1° et 2°, et les locations de voitures déterminées à l'article 23, alinéa 2, du même arrêté-loi;

2° de véhicules ou de trains de véhicules, lourds ou encombrants, dont les caractéristiques sont déterminées par le Roi.

§ 3. Sont, à titre transitoire, dispensées des examens prévus au § 1er, 3°, et au § 2, les personnes âgées de plus de 21 ans à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, qui introduisent leur demande dans les délais et dans les formes prévus par le Roi ou par le Ministre ayant la circulation routière dans ses attributions, délégué à cette fin.

Ne peuvent bénéficier de cette dispense, les conducteurs qui ont été déchus du droit de conduire dans les cinq années précédant l'entrée en vigueur de la présente loi, quelle que soit la durée de cette déchéance.

§ 4. La licence d'apprentissage est délivrée aux conditions déterminées par le Roi.

§ 5. Lorsqu'une personne est frappée de la déchéance du droit de conduire un véhicule automoteur, le permis de conduire ou la licence d'apprentissage relatif à un véhicule de la catégorie visée au jugement de déchéance ne peut lui être délivré.

§ 6. Le Roi, ou le Ministre ayant la circulation routière dans ses attributions, délégué à cette fin, fixe les modèles du permis de conduire et de la licence d'apprentissage belges, les catégories de véhicules pour lesquelles ils sont délivrés ainsi que les prescriptions relatives à leur délivrance, leur validité, leur renouvellement et leur remplacement.

§ 7. Le Roi, ou le Ministre ayant la circulation routière dans ses attributions, délégué à cette fin, fixe le taux des redevances à percevoir au profit de l'Etat ou des organismes agréés, pour couvrir, en tout ou en partie, les frais d'administration, de contrôle et de surveillance résultant de l'application du présent article et des dispositions réglementaires prises en vertu de celui-ci.

§ 8. Le Roi, ou le Ministre ayant la circulation routière dans ses attributions, délégué à cette fin, fixe les modalités suivant lesquelles le permis de conduire et la licence d'apprentissage belges deviennent obligatoires."

.../...

Article 3.-

La version néerlandaise de l'article 2-2, alinéa 1er, de la même loi, modifiée par la loi du 15 avril 1958, est remplacée par la version suivante :

"Elke bestuurder van een voertuig die, wetend dat dit voertuig oorzaak van dan wel aanleiding tot een ongeval is geweest, de vlucht neemt om zich aan de dienstige vaststellingen te onttrekken, wordt zelfs wanneer het ongeval niet aan zijn schuld is te wijten, gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot twee maanden, en met geldboete van 26 frank tot 1.000 frank, of met één van die straffen alleen".

Article 4.-

L'article 2-14 de la même loi, modifiée par la loi du 15 avril 1958, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 2-14. § 1er. Quiconque est frappé d'une déchéance du droit de conduire est tenu de présenter ou de faire parvenir au greffier de la juridiction qui a rendu la décision : le permis de conduire ou la licence d'apprentissage, en cas de déchéance portant sur le droit de conduire un véhicule automoteur pour la conduite duquel un de ces documents est exigé; la carte d'identité prévue par l'arrêté du Régent du 1er mars 1950, ou le titre qui en tient lieu dans les autres cas.

Cette formalité doit être accomplie dans un délai de quatre jours suivant la date de l'avertissement donné au condamné par le ministère public conformément au § 4 de l'article 2-7 ou, en cas de déchéance prononcée

pour incapacité physique, dans les quatre jours du prononcé de la décision, si celle-ci est contradictoire, ou de sa signification si elle a été rendue par défaut; les samedis, dimanches et jours fériés légaux ne sont pas compris dans ces délais.

§ 2. Mention est faite, sur le document présenté, de la décision judiciaire prononçant la déchéance du droit de conduire, de la durée de celle-ci ainsi que de l'examen à subir en vertu du § 5.

Les mêmes mentions sont portées sur tout document à délivrer ultérieurement.

§ 3. La licence d'apprentissage est renvoyée par le greffier à l'autorité qui l'a délivrée.

§ 4. Le permis de conduire est conservé au greffe si la déchéance concerne toutes les catégories de véhicules pour lesquelles il a été délivré.

§ 5. Le titulaire d'un permis de conduire belge, dont la déchéance a pris fin, ne peut conduire un véhicule de la catégorie visée à la décision de déchéance qu'à la condition d'avoir satisfait à un examen théorique et pratique, médical et psychotechnique, à moins qu'il n'en ait été dispensé, en tout ou en partie, par le juge, ou qu'il ne s'agisse d'une déchéance pour incapacité physique.

.../...

Le Roi, ou le Ministre ayant la circulation routière dans ses attributions, délégué à cette fin, arrête l'organisation et les modalités de cet examen, et fixe le taux des redevances à percevoir au profit de l'Etat ou des organismes agréés pour en couvrir les frais.

§ 6. Mention est faite par le greffier, sur le permis de conduire, de la réussite de l'examen subi en vertu du § 5 ou de la décision relevant de la déchéance pour incapacité physique.

§ 7. Le permis de conduire est restitué par le greffier :

1. à l'expiration du délai de déchéance, si le titulaire a réussi l'examen prévu au § 5, à moins qu'il en ait été dispensé ou qu'il n'y soit pas soumis;
2. lorsque le titulaire est relevé de la déchéance pour incapacité physique par application de l'article 2-8, § 3;
3. lorsque le titulaire d'un permis étranger quitte le territoire".

Article 5.-

L'article 2-15 de la même loi, modifiée par la loi du 15 avril 1958, est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Article 2-15.-_§ 1er. Sans préjudice des dispositions de l'article 2-14, le retrait immédiat du permis de conduire ou de la licence d'apprentissage peut être ordonné dans les cas suivants, soit par le procureur du Roi, soit par l'officier du ministère public près le tribunal de police, lorsque l'infraction est de la compétence de ce dernier et que le procureur du Roi ne procède pas à une information ou ne requiert pas instruction en vertu de l'alinéa 1er de l'article 138 du Code d'instruction criminelle :

- 1° si le conducteur est manifestement ivre ou donne des signes apparents d'intoxication alcoolique;
- 2° si le conducteur a pris la fuite pour échapper aux constatations;
- 3° si l'accident de roulage a causé un homicide ou des blessures graves apparemment imputables à la faute du conducteur;
- 4° si le conducteur était déchu du droit de conduire un véhicule automoteur de la catégorie du véhicule qu'il utilise.

Le retrait immédiat du permis de conduire ou de la licence d'apprentissage ne peut toutefois être ordonné que par le procureur général près la cour d'appel lorsque les faits sont de la compétence de celle-ci.

Lorsque le retrait ayant été ordonné, le permis de conduire ou la licence d'apprentissage n'ont pas été immédiatement remis par le conducteur, celui-ci doit faire cette remise dans les cinq jours à l'officier du ministère public qui a ordonné le retrait.

.../...

§ 2. Le permis de conduire et la licence d'apprentissage peuvent être restitués par l'officier du ministère public qui en a ordonné le retrait.

Ils sont restitués lorsque le juge ne prononce pas la déchéance du droit de conduire ou lorsque le titulaire d'un permis de conduire étranger quitte le territoire.

A défaut d'une décision judiciaire dans le mois qui suit le retrait, le conducteur peut demander la restitution de son permis de conduire ou de sa licence d'apprentissage par requête adressée à la juridiction qui doit connaître de la cause; cette juridiction statue sans appel.

§ 3. Si le juge prononce la déchéance du droit de conduire, le permis de conduire ou la licence d'apprentissage sont remis au greffe pour qu'il soit procédé conformément à l'article 2-14, §§ 2 à 7.

Si la déchéance du droit de conduire est prononcée à titre temporaire, le temps pendant lequel le permis de conduire ou la licence d'apprentissage ont été retirés par application du § 1er, a, b et c, est imputé sur la durée de la déchéance".

.../...

Article 6.-

L'article 2-16 de la même loi, modifiée par la loi du 15 avril 1958, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 2-16. § 1er. Est puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 500 francs à 2.000 francs ou d'une de ces peines seulement, quiconque :

- 1° conduit un véhicule, un aéronef ou une monture en dépit de la déchéance prononcée contre lui;
- 2° conduit un véhicule automoteur sans être titulaire du permis de conduire ou de la licence d'apprentissage exigé pour la conduite de ce véhicule;
- 3° conduit un véhicule automoteur de la catégorie visée dans la décision de déchéance, sans avoir réussi l'examen prévu à l'article 2-14, § 5;
- 4° conduit un véhicule automoteur alors que le permis de conduire ou la licence d'apprentissage exigé pour la conduite de ce véhicule lui a été retiré par application de l'article 2-15.

Dans les cas prévus aux 2°, 3° et 4°, le juge peut, en outre, prononcer une déchéance, soit à titre définitif, soit à titre temporaire, pour une durée de quinze jours au moins et de deux ans au plus. Il doit prononcer cette déchéance dans le cas prévu au 1°.

.../...

§ 2. Est puni d'un emprisonnement d'un jour à un mois et d'une amende de 10 francs à 500 francs, ou d'une de ces peines seulement, quiconque :

- 1° en dehors des cas prévus au § 1er, conduit un véhicule automoteur sans être porteur du permis de conduire ou de la licence d'apprentissage exigé pour la conduite de ce véhicule;
- 2° commet une infraction aux dispositions de l'article 2-14, § 1er, ou de l'article 2-15, alinéa 3.

En cas de circonstances atténuantes, l'amende peut être réduite, sans qu'elle puisse être inférieure à 1 franc.

Les peines sont doublées s'il y a récidive dans l'année à dater d'un jugement antérieur portant condamnation et coulé en force de chose jugée.

§ 3. L'article 196 du Code pénal est applicable aux déclarations faites pour obtenir la délivrance d'un permis de conduire ou d'une licence d'apprentissage. Les documents obtenus sur fausse déclaration sont saisis et la confiscation en est prononcée en cas de condamnation".

.../...

Article 7.-

Un article 2-17, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi, modifiée notamment par la loi du 15 avril 1958 :

"Article 2-17. Toute personne qui, sciemment, a confié un véhicule, un aéronef ou une monture à une personne déchue du droit de conduire est punie d'une amende de 100 francs à 1.000 francs.

Est punie de la même peine, toute personne qui, sciemment, a confié un véhicule automoteur à une personne non munie du permis de conduire ou de la licence d'apprentissage exigé pour la conduite de ce véhicule.

Le juge peut, en outre, prononcer l'immobilisation temporaire du véhicule si celui-ci est la propriété de l'auteur de l'infraction visée à l'alinéa 1er ou 2 ou s'il est à sa disposition exclusive pour un terme au moins égal à la durée de l'immobilisation, lorsque la déchéance du droit de conduire est prononcée contre le conducteur en application de l'article 2-16, § 1er, dernier alinéa.

La durée de l'immobilisation ne peut excéder celle de la déchéance.

Le juge peut prononcer la confiscation du véhicule si celui-ci est la propriété de l'auteur de l'infraction visée à l'alinéa 1er ou 2, lorsque la déchéance du droit de conduire est prononcée contre le conducteur, en application de l'article 2-16, § 1er, dernier alinéa, soit à titre définitif, soit pour un terme de six mois au moins.

.../...

Les dispositions de l'article 2-12, §§ 3 et 4, sont applicables en cas d'immobilisation temporaire ou de confiscation".

Article 8.-

L'article 10, alinéa 3, de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse, modifié par la loi du 15 avril 1958, est remplacé par la disposition suivante :

"Les dispositions relatives à la déchéance du droit de conduire contenues dans la législation sur la police de la circulation routière sont applicables à la déchéance du droit de conduire prévue ci-dessus".

Article 9.-

L'article 18, § 3, alinéa 2, de la loi du 1er juillet 1956 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs est remplacé par la disposition suivante :

"Les dispositions relatives à la déchéance du droit de conduire contenues dans la législation sur la police de la circulation routière sont applicables à la déchéance du droit de conduire prévue ci-dessus".

.../...

Article 10.-

Le Roi est autorisé à coordonner les dispositions de la loi du 1er août 1899 portant revision de la législation et des règlements sur la police du roulage avec les modifications expresses ou implicites que cette loi a ou aura subies au moment où la coordination sera réalisée.

A cette fin, il peut :

- 1° modifier l'ordre et la numérotation des articles et les grouper en sections et chapitres;
- 2° modifier les références contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec la numérotation nouvelle;
- 3° modifier la rédaction en vue d'assurer une terminologie uniforme.

La coordination portera l'intitulé :
"Loi relative à la police de la circulation routière".

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

Le Ministre des Communications,

In tegenstelling tot de wet van 1 juli 1956, geeft het onderhavige ontwerp geen definitie van "motorrijtuigen"; het lijkt nochtans geraden dezelfde definitie over te nemen.

Anderzijds worden tot de motorrijtuigen ook gerekend : militaire en landbouwvoertuigen. In dit opzicht blijkt uit de verklaringen van de gemachtigde ambtenaar, dat aan de Koning machtiging zou moeten worden verleend om de bestuurders van die voertuigen of van sommige daarvan, te ontslaan van de verplichting een rijbewijs te bezitten.

Mocht de Regering het zo bedoelen, dan dient het tweede lid van § 1 te worden gelezen als volgt :

"De Koning kan, onder de voorwaarden welke hij bepaalt, de bestuurders van sommige motorrijtuigen van die verplichting ontslaan".

+ +

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, moeten in artikel 1bis, § 4, onder "bestuurders" niet worden verstaan zij die thans een voertuig besturen, maar alle personen die meer dan 21 jaar oud zijn.

.../...

Om ieder misverstand te voorkomen, leze men de tekst als volgt :

"Bij wijze van overgangsmaatregel worden van de in § 1, 3°, en in § 2 bedoelde examens vrijgesteld, de personen die op de dag waarop deze wet in werking treedt, meer dan 21 jaar oud zijn en hun aanvraag indienen binnen de termijnen en in de vormen bepaald door de Koning of door de daartoe gemachtigde Minister tot wiens bevoegdheid het wegverkeer behoort.

Voor deze vrijstelling komen niet in aanmerking bestuurders die van het recht tot sturen vervallen zijn verklaard in de loop van de vijf jaar vóór de inwerkingtreding van deze wet, ongeacht de duur van dat verval".

In het nieuwe artikel 2-14, ingevoegd door artikel 2 van het ontwerp, is § 5 onvolledig wat betreft het verval wegens lichamelijke ongeschiktheid.

Artikel 2-8 van de wet van 1 augustus 1899 bepaalt immers dat de bestuurders in geval van lichamelijke ongeschiktheid tijdelijk of definitief vervallen kunnen worden verklaard. Krachtens § 3 van dat artikel kan hij die wegens lichamelijke ongeschiktheid van het recht tot sturen vervallen is verklaard, na twee jaar om opheffing van het verval verzoeken indien aan zijn ongeschiktheid een einde is gekomen.

Zoals het is gesteld, ontslaat het ontwerp van het examen alleen degenen die overeenkomstig § 3 om opheffing van het verval hebben verzocht, met andere woorden degenen die voorgoed of voor meer dan twee

.../...

jaar vervallen zijn verklaard. Het ontslaat daarvan niet degenen die voor minder dan twee jaar vervallen zijn verklaard.

Bedoelt de Regering, na afloop van de vervalperiode, iedereen die wegens lichamelijke ongeschiktheid vervallen is verklaard, van het examen te ontslaan, dan zou het eerste lid in die zin moeten worden gewijzigd.

In hetzelfde artikel, § 6, is de tekst noodloos verzwaard door de woorden "ingehouden ter griffie of door betrokkene voorgelegd". Zij kunnen vervallen.

De woorden "in kracht van gewijsde gegane" zijn overbodig, want tegen de gerechtelijke uitspraak over het verzoek tot opheffing van het wegens lichamelijke ongeschiktheid opgelopen verval, staat geen hoger beroep open (artikel 2-8, § 3). Zij dienen te vervallen.

+

+ +

Het verval van het recht tot sturen wordt ook door andere wetten dan die van 1 augustus 1899 opgelegd.

Artikel 10, tweede en derde lid, van de besluitwet van 14 november 1939 betreffende de beteugeling van de dronkenschap, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958, bepaalt :

"Bovendien kan hij (de rechter) bij overtreding van artikel 3 het verval van het recht tot het besturen

.../...

van een voertuig of luchtschip, of tot het geleiden van een rijdier uitspreken, hetzij voorgoed, hetzij voor een duur van ten minste acht dagen en ten hoogste twee jaar.

Op het hierboven bedoelde verval van het recht tot sturen zijn de artikelen 2-7, § 4, en 2-9 tot 2-16 van de wet van 1 augustus 1899 van toepassing".

Artikel 18, § 3, van de wet van 1 juli 1956 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen bepaalt :

"In het geval bepaald in § 1 van dit artikel kunnen de rechtbanken bovendien de schuldige voor een tijd of voor het leven vervallen verklaren van het recht om een motorrijtuig te besturen.

Hij die, ondanks de tegen hem uitgesproken vervallenverklaring, een motorrijtuig bestuurt, wordt gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met geldboete van vijfhonderd frank tot tweeduizend frank, of met een van die straffen alleen; bovendien wordt de duur van de opgelopen vervallenverklaring verdubbeld. De rechter kan, in dit geval, de tijdelijke of definitieve verbeurdverklaring van het rijtuig uitspreken, indien dit eigendom is van de dader van het misdrijf of van hem die het wetens heeft toevertrouwd aan een persoon die vervallen is van het recht om het te besturen".

Volgens de gemachtigde ambtenaar, bedoelt de Regering met de bepalingen van het ontwerp betreffende het verval van het recht tot sturen, eenheid te brengen in de regeling van de vervallenverklaring. In dat geval lijkt het wenselijk, de reeds genoemde bepalingen te

.../...

wijzigen door invoeging van een bepaling die naar de voorzieningen van de nieuwe wet verwijst.

Het ware voldoende, het derde lid van artikel 10 van de besluitwet van 14 november 1939 en het tweede lid van paragraaf 3 van artikel 18 van de wet van 1 juli 1956 door een als volgt luidende bepaling te vervangen :

"Voor het hiervorenbedoelde verval van het recht tot sturen gelden de bepalingen betreffende het verval van het recht tot sturen uit de wetgeving op de politie van het wegverkeer".

Het opschrift van het ontwerp vulle men derhalve aan als volgt :

"Ontwerp van wet betreffende het rijbewijs voor bestuurders van motorrijtuigen, tot wijziging van de wet van 1 augustus 1899 houdende herziening van de wetgeving en van de reglementen op de politie van het vervoer, de besluitwet van 14 november 1939 betreffende de be- teugeling van de dronkenschap en de wet van 1 juli 1956 betreffende de verplichte aansprakelijkheids- verzekering inzake motorrijtuigen".

Voor het overige zijn nog alleen over de vorm van het ontwerp opmerkingen te maken, die geen commentaar behoeven en blijken uit de hierna voorgestelde tekst.

.../...

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE HET RIJBEWIJS VOOR BESTUURDERS VAN MOTORRIJTUIGEN, TOT WIJZIGING VAN DE WET VAN 1 AUGUSTUS 1899 HOUDENDE HERZIENING VAN DE WETGEVING EN VAN DE REGLEMENTEN OP DE POLITIE VAN HET VERVOER, DE BESLUITWET VAN 14 NOVEMBER 1939 BETREFFENDE DE BETEUGELING VAN DE DRONKENSCHAP EN DE WET VAN 1 JULI 1956 BETREFFENDE DE VERPLICHTE AANSPRAKELIJKHEIDSVZERZEKERING INZAKE MOTORRIJTUIGEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Verkeerswezen,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Verkeerswezen zijn gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

Artikel 1.-

In de wet van 1 augustus 1899 houdende herziening van de wetgeving en van de reglementen op de politie van het wegverkeer, gewijzigd bij de wetten van 16 december 1935, 20 december 1957 en 15 april 1958, wordt een artikel 1bis ingevoegd, luidend als volgt :

.../...

"artikel 1bis. § 1. Niemand mag, op een openbare weg, een motorrijtuig besturen, tenzij hij houder is van, en tevens bij zich heeft : een rijbewijs of een leervergunning overeenkomstig deze wet in België afgegeven, of een buitenlands nationaal of internationaal rijbewijs, dat afgegeven is onder de voorwaarden vastgesteld door de bepalingen die inzake internationaal wegverkeer van toepassing zijn.

Het rijbewijs of de leervergunning moet geldig zijn voor de categorie waartoe het rijtuig behoort.

De Koning mag, onder de voorwaarden welke hij stelt, de bestuurders van bepaalde motorrijtuigen van deze verplichting vrijstellen.

§ 2. De bestuurder is gehouden het rijbewijs of de leervergunning te vertonen op iedere vordering van een agent die door het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer bevoegd verklaard is om overtreding van dat reglement vast te stellen.

Artikel 2.-

In dezelfde wet wordt een artikel 1ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 1ter. Het Belgisch rijbewijs wordt onder de volgende voorwaarden afgegeven :

.../...

§ 1.

- 1° de verzoeker moet de kennis en vaardigheid bezitten die nodig zijn voor het besturen van rijtuigen van elke categorie, waarvoor het rijbewijs wordt aangevraagd, en mag geen verval van het recht om die rijtuigen te besturen, hebben opgelopen. Het bewijs dat aan die voorwaarde is voldaan, wordt door een verklaring van de verzoeker geleverd ;
- 2° de verzoeker mag niet lijden aan een van de door de Koning bepaalde lichaamsgebreken en kwalen ; het bewijs dat aan die voorwaarde is voldaan, wordt door een verklaring van de verzoeker geleverd.

In de door de Koning bepaalde gevallen echter wordt deze verklaring vervangen door een getuigschrift, waarin bevestigd wordt dat de betrokkene met gunstig gevolg een door hem in te richten onderzoek heeft ondergaan.

Betreft het een bestuurder, die valt onder de reglementsbepalingen welke de Koning inzake geneeskundig toezicht en geneeskundige schifting heeft uitgevaardigd ter uitvoering van de besluitwet van 30 december 1946 houdende herziening en coördinatie van de wetgeving betreffende het bezoldigd vervoer van personen door middel van automobielen, dan moet de verzoeker het bij die bepalingen vereiste getuigschrift van geneeskundige schifting overleggen ;

.../...

3° de verzoeker moet geslaagd zijn voor een door de Koning in te richten schriftelijk examen over de kennis van het verkeersreglement.

Van dit examen is vrijgesteld de verzoeker die een getuigschrift overlegt, afgegeven door een onder door de Koning te bepalen voorwaarden erkende rij-school of een door hem aan te wijzen overheidsorgaan, waarin wordt bevestigd dat de betrokkene geslaagd is voor een examen over die stof.

§ 2. De verzoeker moet bovendien slagen voor een door de Koning in te richten praktisch examen, indien het rijbewijs wordt aangevraagd met het oog op het besturen van :

- 1° rijtuigen welke gebruikt worden voor de diensten bedoeld in voornoemde besluitwet van 30 december 1946, daarin begrepen de vervoerdiensten bepaald onder artikel 2, tweede lid, 1° en 2°, en het huren van auto's bedoeld in artikel 23, tweede lid, van dezelfde besluitwet ;
- 2° zware of hinderlijke rijtuigen of slepen, waarvan de kenmerken door de Koning bepaald worden.

.../...

§ 3. Bij wijze van overgangsmaatregel worden van de in § 1, 3°, en in § 2 bedoelde examens vrijgesteld, de personen die op de dag waarop deze wet in werking treedt, meer dan 21 jaar oud zijn en hun aanvraag indienen binnen de termijnen en in de vormen bepaald door de Koning of door de daartoe gemachtigde Minister tot wiens bevoegdheid het wegverkeer behoort.

Voor deze vrijstelling komen niet in aanmerking bestuurders die van het recht tot sturen vervallen zijn verklaard in de loop van de vijf jaar vóór de inwerkingtreding van deze wet, ongeacht de duur van dat verval.

§ 4. De leervergunning wordt afgegeven onder de door de Koning te bepalen voorwaarden.

§ 5. Wanneer een persoon verval van het recht tot het besturen van een motorrijtuig heeft opgelopen, kan hem geen rijbewijs of leervergunning worden afgegeven voor een rijtuig van de in het vonnis van vervallenverklaring bedoelde categorie.

§ 6. De Koning, of de daartoe gemachtigde Minister die bevoegd is inzake wegverkeer, bepaalt de modellen van het Belgisch rijbewijs en van de Belgische leervergunning, de categorieën van rijtuigen waarvoor zij afgegeven worden, alsook de voorschriften betreffende de afgifte, de geldigheid, de vernieuwing en de vervanging ervan.

.../...

§ 7. De Koning, of de daartoe gemachtigde Minister die bevoegd is inzake wegverkeer, bepaalt het tarief van de ten bate van de Staat of van de erkende instellingen te heffen retributies voor gehele of gedeeltelijke dekking van de bestuurs-, controle- en toezichtskosten, welke de toepassing van dit artikel of van de op grond daarvan uitgevaardigde reglementsbepalingen medebrengt.

§ 8. De Koning, of de daartoe gemachtigde Minister die bevoegd is inzake wegverkeer, bepaalt de nadere regelen volgens welke het Belgisch rijbewijs en de Belgische leervergunning verplicht worden."

Artikel 3.-

De Nederlandse tekst van artikel 2-2, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958, wordt door de volgende tekst vervangen :

"Elke bestuurder van een voertuig die, wetend dat dit voertuig oorzaak van dan wel aanleiding tot een ongeval is geweest, de vlucht neemt om zich aan de dienstige vaststellingen te onttrekken, wordt, zelfs wanneer het ongeval niet aan zijn schuld is te wijten, gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot twee maanden, en met geldboete van 26 frank tot 1.000 frank, of met één van die straffen alleen".

.../...

Artikel 4.-

Artikel 2-14 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 2-14. § 1. Al wie verval van het recht tot sturen heeft opgelopen, is gehouden aan de griffier van het gerecht dat de beslissing heeft uitgesproken, voor te leggen of te doen toekomen : het rijbewijs of de leervergunning, wanneer het gaat om verval van het recht tot het besturen van een motorrijtuig waarvoor één van deze stukken is vereist ; de identiteitskaart, voorgescreven bij het besluit van de Regent van 1 maart 1950, of in de andere gevallen, het als zodanig geldende bewijs.

Die formaliteit moet vervuld worden binnen vier dagen na de dag waarop het openbaar ministerie de kennisgeving aan de veroordeelde heeft gedaan overeenkomstig § 4 van artikel 2-7 of, in geval van verval uitgesproken wegens lichamelijke ongeschiktheid, binnen vier dagen na de uitspraak van de beslissing wanneer deze op tegenspraak is gewezen, of na de betekening wanneer zij bij verstek is gewezen ; de zaterdagen, zondagen en wettelijke feestdagen zijn in deze termijnen niet begrepen.

.../...

§ 2. Op het ingeleverde stuk wordt melding gemaakt van de rechterlijke beslissing waarbij het verval van het recht tot sturen wordt uitgesproken, van de duur ervan, alsmede van het krachtens § 5 te ondergaane onderzoek.

Dezelfde meldingen worden aangebracht op elk later af te geven stuk.

§ 3. De leervergunning wordt door de griffier teruggezonden aan het overheidsorgaan dat ze heeft afgegeven.

§ 4. Het rijbewijs wordt op de griffie gehouden wanneer het verval alle categoriën van rijtuigen betreft waarvoor het afgegeven is.

§ 5. De houder van een Belgisch rijbewijs waarvan het verval geëindigd is, mag een motorrijtuig van de categorie waarop de beslissing van vervallenverklaring slaat, slechts besturen mits hij met gunstig gevolg een theoretisch en praktisch, geneeskundig en psychotechnisch onderzoek heeft ondergaan, tenzij hij er geheel of gedeeltelijk door de rechter van vrijgesteld zou zijn of tenzij het een verval wegens lichamelijke ongeschiktheid betreft.

.../...

De Koning, of de daartoe gemachtigde Minister die bevoegd is inzake wegverkeer, bepaalt de organisatie en de nadere regelen van dit onderzoek en stelt het tarief van de ten bate van de Staat of van de erkende instellingen te heffen retributies om de kosten ervan te dekken.

§ 6. Op het rijbewijs vermeldt de griffier het gunstig verloop van het onderzoek dat ondergaan is krachtens § 5 of krachtens de beslissing tot ontheffing van het verval wegens lichamelijke ongeschiktheid.

§ 7. Het rijbewijs wordt door de griffier teruggegeven :

1. na het verstrijken van de termijn van verval, indien de houder het in § 5 bedoelde onderzoek met gunstig gevolg heeft ondergaan, tenzij hij ervan vrijgesteld was of er niet aan onderworpen is ;
2. wanneer de houder met toepassing van artikel 2-8, § 3, van het verval wegens lichamelijke ongeschiktheid is ontheven;
3. wanneer de houder van een buitenlands rijbewijs het het grondgebied verlaat".

.../...

Artikel 5.-

Artikel 2-15 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 2-15. § 1. Onverminderd het bepaalde in artikel 2-14 kan het onmiddellijk intrekken van het rijbewijs of van de leervergunning in de volgende gevallen bevolen worden, hetzij door de procureur des Konings, hetzij door de ambtenaar van het openbaar ministerie bij de politierechtbank, wanneer het misdrijf onder de bevoegdheid van de politierechtbank valt en de procureur des Konings geen opsporingsonderzoek instelt of geen gerechtelijk onderzoek vordert krachtens het eerste lid van artikel 138 van het Wetboek van strafvordering :

- 1° indien de bestuurder kennelijk dronken is of duidelijke tekenen van intoxicatie door alcohol vertoont;
- 2° indien de bestuurder de vlucht heeft genomen om zich aan de vaststellingen te onttrekken;
- 3° indien het verkeersongeval een doding of ernstige verwondingen heeft veroorzaakt, die klaarblijkelijk aan de schuld van de bestuurder is te wijten;
- 4° indien de bestuurder vervallen was verklaard van het recht tot het besturen van een motorrijtuig uit de categorie van het rijtuig dat hij gebruikt.

Onmiddellijke intrekking van het rijbewijs of van de leervergunning kan echter alleen door de procureur-generaal bij het hof van beroep worden gelast indien de feiten tot de bevoegdheid van dit hof behoren.

Wanneer het rijbewijs of de leervergunning nadat de intrekking was bevolen niet onmiddellijk door

.../...

de bestuurder is ingeleverd, moet deze die inlevering binnen vijf dagen doen aan de ambtenaar van het openbaar ministerie die de intrekking heeft bevolen.

§ 2. Het rijbewijs en de leervergunning mogen door de ambtenaar van het openbaar ministerie, die de intrekking ervan heeft bevolen, worden teruggegeven.

Ze worden teruggegeven indien de rechter geen verval van het recht tot sturen uitspreekt of wanneer de houder van een buitenlands rijbewijs het grondgebied verlaat.

Indien binnen een maand na de intrekking geen rechterlijke beslissing is gewezen, mag de bestuurder de teruggave van zijn rijbewijs of van zijn leervergunning aanvragen bij verzoekschrift gericht tot de rechtbank welke van de zaak kennis moet nemen; deze rechtbank beslist zonder beroep.

§ 3. Indien de rechter het verval van het recht tot sturen uitspreekt, wordt het rijbewijs of de leervergunning ter griffie ingeleverd opdat er zou worden gehandeld overeenkomstig het bepaalde in artikel 2-14, §§ 2 tot 7.

Indien tijdelijk verval van het recht tot sturen wordt uitgesproken, wordt de tijd gedurende welke het rijbewijs of de leervergunning, met toepassing van § 1, a, b en c, werd ingetrokken, aangerekend op de duur van het verval".

Artikel 6.-

Artikel 2-16 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 2-16. § 1. Met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met geldboete van 500 frank tot 2.000 frank, of met één van die straffen alleen, wordt gestraft al wie :

- 1° een voertuig of een luchtschip bestuurt of een rijder geleidt, spijts het tegen hem uitgesproken verval;
- 2° een motorrijtuig bestuurt zonder houder te zijn van het rijbewijs of van de leervergunning, vereist voor het besturen van dit rijtuig;
- 3° een motorrijtuig bestuurt van de categorie bedoeld in de beslissing tot vervallenverklaring zonder het bij artikel 2-14, § 5, voorgeschreven onderzoek met gunstig gevolg te hebben ondergaan;
- 4° een motorrijtuig bestuurt terwijl het rijbewijs of de leervergunning vereist voor het besturen van dit rijtuig, hem met toepassing van artikel 2-15 is ontnomen.

In de gevallen bedoeld onder 2°, 3° en 4° kan de rechter bovendien het verval uitspreken, hetzij voorgoed, hetzij tijdelijk voor een duur van ten minste vijftien dagen en ten hoogste twee jaar. In het geval onder 1° moet hij dit verval uitspreken.

.../...

§ 2. Met gevangenisstraf van één dag tot één maand en met geldboete van 10 frank tot 500 frank, of met één van die straffen alleen, wordt gestraft al wie :

- 1° buiten de in § 1 bedoelde gevallen een motorrijtuig bestuurt, zonder het rijbewijs of de leervergunning vereist voor het besturen van dit rijtuig bij zich te hebben;
- 2° het bepaalde in artikel 2-14, § 1, of in artikel 2-15, derde lid, overtreedt.

In geval van verzachtende omstandigheden kan de geldboete verminderd worden, zonder dat ze echter minder dan 1 frank mag bedragen.

De straffen worden verdubbeld bij herhaling binnen het jaar te rekenen van de dag waarop een vorig in kracht van gewijsde gegaan vonnis van veroordeling werd uitgesproken.

§ 3. Artikel 196 van het Strafwetboek is van toepassing op de verklaringen afgelegd om de afgifte van een rijbewijs of een leervergunning te bekomen. De door middel van valse verklaring verkregen documenten worden in beslag genomen en de verbeurdverklaring ervan wordt in geval van veroordeling uitgesproken".

.../...

Artikel 7.-

In dezelfde wet, onder meer gewijzigd bij de wet van 15 april 1958, wordt een artikel 2-17 ingevoegd luidend als volgt :

"Artikel 2-17. Elke persoon die wetens een voertuig, een luchtschip of een rijdier toevertrouwt aan een persoon die van het recht tot sturen vervallen is verklaard, wordt gestraft met geldboete van 100 frank tot 1.000 frank.

Met dezelfde straf wordt gestraft elke persoon die wetens een motorrijtuig toevertrouwt aan een persoon, die niet voorzien is van het rijbewijs of van de leervergunning vereist voor het besturen van dit rijtuig.

Bovendien kan de rechter de tijdelijke oplegging van het voertuig uitspreken indien dit eigendom is van de dader van het in het eerste of het tweede lid bedoeld misdrijf, of uitsluitend te zijner beschikking staat voor een termijn die ten minste gelijk is aan de duur van de oplegging, wanneer verval van het recht tot sturen ten laste van de bestuurder met toepassing van artikel 2-16, § 1, laatste lid, werd uitgesproken.

Oplegging mag voor geen langere duur dan die van het verval worden uitgesproken.

De rechter kan verbeurdverklaring van het voertuig bevelen indien dit eigendom is van de dader van het in het eerste of in het tweede lid van dit artikel bedoelde misdrijf, wanneer verval van het recht tot sturen ten laste van de bestuurder met toepassing van artikel 2-16, § 1, laatste lid, hetzij voorgoed, hetzij voor een termijn van ten minste zes maanden werd uitgesproken.

.../...

De bepalingen van artikel 2-12, §§ 3 en 4, zijn van toepassing in geval van tijdelijke oplegging of van verbeurdverklaring".

Artikel 8.-

Artikel 10, derde lid, van de besluitwet van 14 november 1939 betreffende de beteugeling van de dronkenschap, gewijzigd bij de wet van 15 april 1958, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De bepalingen die in de wetgeving op de politie over het wegverkeer het verval van het recht tot sturen betreffen, zijn toepasselijk op het hierboven beschreven verval van het recht tot sturen".

Artikel 9.-

Artikel 18, § 3, tweede lid, van de wet van 1 juli 1956 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De bepalingen die in de wetgeving op de politie over het wegverkeer het verval van het recht tot sturen betreffen, zijn toepasselijk op het hierboven beschreven verval van het recht tot sturen".

.../...

Artikel 10.-

De Koning kan de bepalingen van de wet van 1 augustus 1899 houdende herziening van de wetgeving en van de reglementen op de politie van het vervoer coördineren met de uitdrukkelijke of stilzwijgende wijzigingen welke in deze wet zijn of zullen zijn aangebracht op het oogenblik waarop die coördinatie geschiedt.

Daartoe kan hij :

- 1° de volgorde en nummering der artikelen wijzigen en ze in afdelingen en hoofdstukken groepeeren;
- 2° de verwijzingen, die voorkomen in de te coördineren bepalingen, wijzigen ten einde ze met de nieuwe nummering te doen overeenstemmen;
- 3° met het oog op eenheid in de terminologie de redactie wijzigen.

De coördinatie zal het volgende opschrift dragen :

"Wet betreffende de politie over het wegverkeer".

Gegeven te , de

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Justitie,

De Minister van Verkeerswezen,

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J. SUTENS,
de Heren :

L. MOUREAU,
G. HOLOYE,

F. DUCHENE,

Ch. VAN REEPINGHEN,

C. ROUSSEAU,

premier président,
eerste-voorzitter,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

assesseurs de la
section de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

greffier adjoint,
adjunct-griffier,

greffier.
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUTENS.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUTENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) C. ROUSSEAU.

(s) J. SUTENS.